

Paris, le 16 Octobre 1990

(Signature)

*Le Conseiller à la Présidence*

NOTE

à l'attention de Monsieur le Président de la République

Vuz3

Situation au RWANDA

La situation militaire (Nord-Est) est incertaine encore pour les deux camps.

- **L'armée rwandaise**, avec les Zaïrois, a **bloqué l'offensive** organisée les premiers jours et avait même engagé une opération en tenaille qui réussissait jusqu'à pénurie de munitions. Ils ont été obligés de reculer un peu.

- **Les attaquants**, après une avancée spectaculaire ont dû faire marche arrière, vraisemblablement par manque de logistique. Ils occupent moins de terrain qu'au début de l'offensive.

Aujourd'hui ils reçoivent des renforts par le nord (Ouganda), en armements lourds (mortiers, mitrailleuses lourdes) et se préparent à une offensive "de dernière chance" qui pourrait percer les lignes

Politiquement le reste du pays est calme et on assiste même à un regroupement politique chez les Hutus. Les Tutsis de l'intérieur ne bougent pas.

- Sur le plan diplomatique, les tentatives de médiation ne représentent pas grand chose. Les Belges sont empêtrés dans leur politique intérieure et la rencontre HABYARIMANA avec le Premier Ministre Belge, accompagné de ses ministres des Affaires Etrangères et de la Défense, ne semble pas donner grand chose.

L'armée Zaïroise s'est repliée pour l'instant à la fois par manque de munitions et par manque de coordination sur le terrain. Il y aurait eu, en plus, un grave incident militaire entre les deux armées ou 46 zaïrois auraient trouvé la mort.

Les Rwandais demandent à la France d'intervenir militairement directement et de favoriser leur approvisionnement en munitions et en armes.

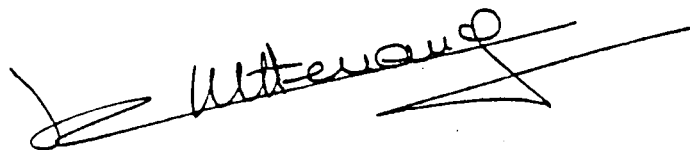
Si le premier point est impossible, le niveau du second (munitions et armes) pose une question politique :

- Des livraisons minimum permettent à l'armée de garder un statu quo sur le terrain avec un risque d'effondrement si cette guerre dure trop longtemps (armée peu nombreuse, matériel lourd - hélicoptères, véhicules blindés légers, AML - se fatiguant rapidement).

- Un flux logistique sérieux qui permet à HABYARIMANA de marquer des points militaires décisifs afin qu'il puisse négocier en position confortable. Cette aide permettrait à la France de demander avec force le respect des droits de l'homme et une ouverture démocratique rapide, une fois le calme revenu.

Le Colonel HUCHON de l'Etat-Major particulier travaille sur ces deux hypothèses. Un avion doit partir sur KIGALI mercredi matin. En fonction de la décision, il sera presque vide (complément de livraison) ou plein, ce qui permettra aux troupes régulières de reprendre l'offensive ou du moins d'en contenir une.

Dernier point confirmé par la D.G.S.E., des Libyens, membres des services spéciaux, ont été vus avec les rebelles et même reconnus. Ils font partie d'un corps très organisé et "dur".



Jean-Christophe MITTERRAND